

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : La Vallée-de-la-Gatineau

Code géographique : AR830

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claude-Ann Langevin, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier
de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-05-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Dignard Éthier CPA Inc.

Par Joffrey Sévigny, CPA auditeur, CGA

Chelsea, Québec

DATE 2019-05-21

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalizations	
		2018	2018	2017
Redressé note 22				
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	4 508 101	4 532 699	4 522 792
Transferts	4	2 333 001	2 917 082	2 936 583
Services rendus	5	2 453 686	2 802 334	2 609 628
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	5 000	55 113	26 968
Autres revenus	10	102 600	67 687	182 202
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 402 388	10 374 915	10 278 173
Charges				
Administration générale	14	2 714 371	3 102 270	3 128 872
Sécurité publique	15	182 123	233 783	204 548
Transport	16	503 550	727 861	556 266
Hygiène du milieu	17	2 099 326	2 493 464	2 243 619
Santé et bien-être	18	253 000	570 011	424 228
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 602 824	2 306 580	2 753 186
Loisirs et culture	20	302 118	363 316	534 494
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	97 698	165 498	106 259
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 755 010	9 962 783	9 951 472
Excédent (déficit) de l'exercice	25	647 378	412 132	326 701
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		3 974 438	2 761 315
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(988 031)	(101 609)
Solde redressé	28		2 986 407	2 659 706
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		3 398 539	2 986 407

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 233 743	2 570 812
Débiteurs (note 5)	2	1 630 968	1 840 913
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	739 019	601 083
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	3 603 730	5 012 808
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	141 794	1 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 337 494	1 270 467
Revenus reportés (note 12)	12	652 392	505 647
Dette à long terme (note 13)	13	6 728 222	6 872 022
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	8 859 902	10 148 136
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 256 172)	(5 135 328)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	8 532 281	8 057 355
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	14 216	
Autres actifs non financiers (note 17)	20	108 214	64 380
	21	8 654 711	8 121 735
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	3 398 539	2 986 407

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	647 378	412 132	326 701
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	(1 065 350)	(1 483 451)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		590 424	789 780
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			1 627
	7		(474 926)	(692 044)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(14 216)	
Variation des autres actifs non financiers	10		(43 834)	(43 233)
	11		(58 050)	(43 233)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	647 378	(120 844)	(408 576)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(4 147 297)	(4 625 143)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		(988 031)	(101 609)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 135 328)	(4 726 752)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(5 256 172)	(5 135 328)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	412 132	326 701
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	590 424	789 780
Autres			
-	3	174 128	
-	4		
	5	1 176 684	1 116 481
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	209 945	396 760
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	67 027	(576 466)
Revenus reportés	9	146 745	(365 318)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(14 216)	
Autres actifs non financiers	13	(43 834)	(43 233)
	14	1 542 351	528 224
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 065 350)	(1 483 451)
Produit de cession	16		
	17	(1 065 350)	(1 483 451)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(225 000)	(286 100)
Remboursement ou cession	19	(87 064)	(89 835)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(312 064)	(375 935)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 500 000	2 198 256
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 643 800)	(356 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 358 206)	1 125 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 502 006)	2 967 056
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 337 069)	1 635 894
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 384 429	748 535
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32	186 383	186 383
Solde redressé	33	2 570 812	934 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 233 743	2 570 812

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau est un organisme municipal existant en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat de type commercial. Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placement de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût. Les placements sont constitués d'un dépôt à terme dont le taux est de 1,20 %.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêt

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charge à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour designer les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, à compter de la date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructure	10, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 ans
Équipements informatique	5 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisations est inférieur à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux, fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques, fonds de développement des territoires et autres fonds spécifiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Constataction des revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à prestations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à prestations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds Local d'Investissement (FLI): au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, *Information relative aux apparentés* et la norme SP 3420, *Opérations interentités*. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

De plus, la municipalité a adopté la norme SP 3380 *Droits contractuels*. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 045 496	2 384 429
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	188 247	186 383
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 233 743	2 570 812
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 127 004	1 225 770
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	599 507	1 448 688
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	223 025	15 351
Organismes municipaux	15	491 613	141 765
<i>Autres</i>			
-	16	316 823	235 109
-	17		
	18	1 630 968	1 840 913
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	20 000	20 000
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	739 019	601 083
Autres placements	31		
	32	739 019	601 083
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	147 109	129 971
Régimes de retraite des élus municipaux	42	29 123	11 534
	43	176 232	141 505

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018**2017****10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 300 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel plus 1,00 % dont le solde impayé au 31 décembre 2018 totalise 141 794 \$ et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 700 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % dont le solde impayé au 31 décembre 2018 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 50 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2018 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle correspondant à 250 000 \$ et porte intérêt au taux préférentiel dont le solde impayé au 31 décembre 2018 totalise 0 \$ et renouvelable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	440 886	374 178
Salaires et avantages sociaux	48	238 605	255 255
Dépôts et retenues de garantie	49	29 700	17 682
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Engagements FDT	53	478 303	623 352
- Piste cyclable	54	150 000	
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 337 494	1 270 467

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61	184 806	
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68	467 586	505 647
-	69		
-	70		
-	71		
	72	652 392	505 647

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	3,08	2026	2038
			73	
	4 688 200			4 809 000
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres	0,00	4,75	2019	2022
			80	
	2 040 022			2 063 022
			81	
	6 728 222			6 872 022
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	() ()
			83	
	6 728 222			6 872 022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2019	84	92	355 200	100	109	24 400
2020	85	93	364 700	101	110	118
2021	86	94	374 300	102	111	119
2022	87	95	309 700	103	112	2 015 622
2023	88	96	318 500	104	113	121
2024 et +	89	97	2 965 800	105	114	122
	90	98	4 688 200	106	115	2 040 022
					123	6 728 222
Intérêts et frais accessoires			107	()	124	()
	91	99	4 688 200	108	116	2 040 022
					125	6 728 222

Note

	2018		2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(5 256 172)	(5 135 328)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	() ()	() ()	
Autres	128	() ()	() ()	
	129	(5 256 172)	(5 135 328)	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	130	158	185	212	
Eaux usées	131	4 576 910	186	213	4 576 910
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	160	187	214	
Autres	133	5 580 062	188	215	5 580 062
Réseau d'électricité	134	162	189	216	
Bâtiments	135	614 504	26 051	190	640 555
Améliorations locatives	136	120 252	191	218	120 252
Véhicules	137	165	69 229	192	69 229
Ameublement et équipement de bureau	138	1 369 132	7 295	193	1 376 427
Machinerie, outillage et équipement divers	139	167	23 677	194	23 677
Terrains	140	168	189 022	195	189 022
Autres	141	2 313 351	676 274	196	2 989 625
	142	14 574 211	991 548	197	15 565 759
Immobilisations en cours	143	136 413	73 802	198	210 215
	144	14 710 624	1 065 350	199	15 775 974
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	145	173	200	227	
Eaux usées	146	2 690 191	228 845	201	2 919 036
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	175	202	229	
Autres	148	2 117 890	253 723	203	2 371 613
Réseau d'électricité	149	177	204	231	
Bâtiments	150	280 931	16 014	205	296 945
Améliorations locatives	151	92 148	12 025	206	104 173
Véhicules	152	180	207	234	
Ameublement et équipement de bureau	153	1 356 441	5 076	208	1 361 517
Machinerie, outillage et équipement divers	154	182	209	236	
Autres	155	115 668	74 741	210	190 409
	156	6 653 269	590 424	211	7 243 693
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	8 057 355		239	8 532 281
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	240	243	245	247	
Amortissement cumulé	241 (	244 (	246 (	248 (	)
Valeur comptable nette	242			249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avances	256	108 214	51 342
- autres	257		13 038
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	108 214	64 380
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

S.O.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La municipalité fait l'objet d'une réclamation pour un montant total de 267 000 \$ pour une expropriation visant la valeur unitaire des lots expropriés. La direction est d'avis que cette réclamation est fondée et selon la direction, il n'est pas possible à ce stade-ci de déterminer l'issue de cette réclamation, mais que selon eux, il y a un risque réellement encouru. Par conséquent, une provision jugée raisonnable de 150 000 \$ a été comptabilisée aux livres à cet égard.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a redressé l'exercice 2017 en diminuant les revenus de fonctionnement d'un montant de 788 371 \$. Un ajustement a été fait car ce montant représente une augmentation de la dette dans le cadre du Fonds local d'investissement. La municipalité a également comptabilisé une diminution de l'excédent cumulé - dépenses constatées ou à pourvoir dans le futur du même montant et une augmentation de la dette à long terme au bilan. Cette méthode n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ni au Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

De plus, la municipalité a reclassé un revenu de fonctionnement - transfert vers un revenu d'investissement - transfert d'un montant de 448 379 \$. Cet ajustement n'a aucun effet sur l'excédent de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La municipalité a également a comptabilisé une diminution des revenus de fonctionnement - transfert d'un montant de 97 107 \$ et une augmentation de l'excédent accumulé - réserves financières et fonds réservés du même montant.

Ces modifications ont entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, une diminution de l'excédent cumulé de début de 575 899 \$ ainsi qu'une diminution des revenus de transfert de 788 371 \$.

Finalement, la municipalité a redressé les soldes des excédents cumulés ce qui a entraîné une diminution de l'excédent cumulé non affecté de 299 146 \$, une diminution de l'excédent cumulé affecté de 162 530 \$, une diminution de l'excédent cumulé dépenses constatées à taxer ou à pourvoir de 788 371 \$, une diminution de l'excédent cumulé financement des investissements en cours de 1 493 793 \$ et une augmentation de l'excédent cumulé investissement net dans les immobilisations de 2 145 548 \$.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dettes nettes) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires.

24. Instruments financiers

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 22
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1					
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3	4 508 101	4 532 699		4 532 699	4 522 792
Transferts	4	2 333 001	2 525 968		2 525 968	2 488 204
Services rendus	5	2 453 686	2 802 334		2 802 334	2 609 628
Imposition de droits	6					
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	5 000	55 113		55 113	26 968
Autres revenus	10	102 600	67 687		67 687	182 202
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	9 402 388	9 983 801		9 983 801	9 829 794
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		391 114		391 114	448 379
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		391 114		391 114	448 379
	21	9 402 388	10 374 915		10 374 915	10 278 173
Charges						
Administration générale	22	2 714 371	2 916 553	185 717	3 102 270	3 128 872
Sécurité publique	23	182 123	233 783		233 783	204 548
Transport	24	503 550	727 861		727 861	556 266
Hygiène du milieu	25	2 099 326	2 163 498	329 966	2 493 464	2 243 619
Santé et bien-être	26	253 000	570 011		570 011	424 228
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 602 824	2 306 580		2 306 580	2 753 186
Loisirs et culture	28	302 118	288 575	74 741	363 316	534 494
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	97 698	165 498		165 498	106 259
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		590 424	(590 424)		
	33	8 755 010	9 962 783		9 962 783	9 951 472
Excédent (déficit) de l'exercice	34	647 378	412 132		412 132	326 701

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	647 378	412 132	326 701
Moins: revenus d'investissement	2 (	) (	391 114) (	448 379)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	647 378	21 018	(121 678)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		590 424	789 780
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			1 627
	8		590 424	791 407
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		(87 064)	(89 835)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			6 598
	15		(87 064)	(83 237)
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	321 300) (	317 900) (	356 200)
	18	(321 300)	(317 900)	(356 200)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	7 296) (	)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	198 561	17 086	41 302
Réserves financières et fonds réservés	22	(524 639)	9 038	185 342
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(326 078)	18 828	226 644
	26	(647 378)	204 288	578 614
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		225 306	456 936

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
		Réalisations	Réalisations
			Redressé note 22
Revenus d'investissement	1	391 114	448 379
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(44 724)	(85 753)
Sécurité publique	3	(92 905)	()
Transport	4	()	()
Hygiène du milieu	5	(7 296)	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(39 022)	(1 397 698)
Loisirs et culture	8	(881 403)	()
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(1 065 350)	(1 483 451)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	(225 000)	(502 271)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 500 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	7 296	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		24 934
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	225 000	(502 271)
	18	232 296	(477 337)
	19	441 946	(1 458 517)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	833 060	(1 010 138)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	2 389 045	2 832 787	2 710 806
Charges sociales	2	679 974	696 555	654 057
Biens et services	3	3 440 694	3 280 124	3 236 220
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	97 698	165 498	106 259
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	2 147 599	2 397 395	2 454 350
Amortissement des immobilisations	14		590 424	789 780
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	8 755 010	9 962 783	9 951 472

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	39 170	13 558
Autres revenus	3		
	4	39 170	13 558
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		6 598
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		6 598
Autres charges	8		
	9		6 598
Excédent (déficit) de l'exercice	10	39 170	6 960

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	938 757	1 039 387
Placements de portefeuille	12	188 247	186 383
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	739 019	601 083
Provision pour moins-value	15	()	()
	16	739 019	601 083
	17	1 866 023	1 826 853
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20	2 015 622	2 015 622
	21	2 015 622	2 015 622
Solde du Fonds local d'investissement	22	(149 599)	(188 769)

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	1 127 004	1 225 770
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	1 127 004	1 225 770

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**Note sur la dette à long terme****Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts****Note sur les autres revenus et les autres charges**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	495 478	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4	495 478	
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5	113 486	
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7	381 992	
	8	495 478	
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16	495 478	
Excédent (déficit) de l'exercice	17		

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	23 709	
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	() ()	
	22		
Autres	23		
	24	23 709	
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26	23 709	
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31	23 709	
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(587 964)	(731 182)
Excédent de fonctionnement affecté	2	848 279	788 178
Réserves financières et fonds réservés	3	1 258 984	1 313 992
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 015 622) (	2 015 622)
Financement des investissements en cours	5	(663 838)	(1 496 897)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 558 700	5 127 938
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	3 398 539	2 986 407
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(587 964)	(731 182)
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	(587 964)	(731 182)
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Fonds Hydro Québec	12	809 267	755 584
- Elections/fonds défense	13	24 441	15 507
- Boues septiques	14	14 571	
- Génie municipal	15		17 087
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	848 279	788 178
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	848 279	788 178
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	131 980	88 222
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	1 127 004	1 225 770
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 258 984	1 313 992
	48	1 258 984	1 313 992

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	) (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	) (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	2 015 622) (
Autres		2 015 622)
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	2 015 622) (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (	2 015 622) (
		2 015 622)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(663 838)	(1 496 897)
	84	(663 838)	(1 496 897)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	8 532 281	8 057 355
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	739 019	601 083
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	9 271 300	8 658 438
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	9 271 300	8 658 438
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(6 728 222)	(6 872 022)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	2 015 622	2 015 622
	98	(4 712 600)	(4 856 400)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	)	(1 325 900)
	100	(4 712 600)	(3 530 500)
	101	4 558 700	5 127 938

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite de la MRC est le Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREM-Q) administré par un conseil indépendant de l'organisation.

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	147 109	129 971

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>6</u>	<u>9</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	29 123	11 534
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>29 123</u>	<u>11 534</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	159 736	159 736	167 043
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	30 000	30 000	30 000
Sécurité civile	56		15 111	
Autres	57		5 000	22 500
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	329 612	555 262	392 378
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	80 358	80 358	80 358
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		122 330	
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76		23 973	
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			150 000
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	80 000	97 632	35 000
Autres	86	409 651	145 434	38 021
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89	30 000	28 043	31 956
Réseau d'électricité	90			
	91	1 119 357	1 262 879	947 256

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		448 379
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95	92 905	
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124	39 022	
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	259 187	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	391 114	448 379

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136	1 213 644	1 263 089	1 309 413
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			231 535
	140	1 213 644	1 263 089	1 540 948
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 333 001	2 917 082	2 936 583

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	16 656	16 656	16 656
Évaluation	143	32 000	32 000	32 000
Autres	144	152 519	159 364	158 095
	145	201 175	208 020	206 751
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	95 000	112 900	108 521
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	95 000	112 900	108 521
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	38 081	33 020	28 536
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	38 081	33 020	28 536
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175	2 500	2 500	2 500
Autres	176	106 102		19 183
	177	108 602	2 500	21 683
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	442 858	356 440	365 491

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184	163	191
Évaluation	185	8 036	8 036
Autre	186	851 259	855 089
	187	859 458	863 316
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206	68 683	70 146
Matières recyclables	207	10 460	11 083
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	683 374	626 189
	212	762 517	707 418
Santé et bien-être			
Logement social	213	567 011	421 227
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216	567 011	421 227
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217	500	
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219	40 170	39 249
Autres	220	208 710	212 427
	221	248 880	251 676
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	8 028	500
	225	8 028	500
Réseau d'électricité	226		
	227	2 445 894	2 244 137
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	2 802 334	2 609 628

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229			
Droits de mutation immobilière	230			
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	5 000	55 113	26 968
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	102 600	67 687	182 202
	246	102 600	67 687	182 202
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	446 758	500 075		500 075	416 892
Greffe et application de la loi	2	204 562	212 827		212 827	225 788
Gestion financière et administrative	3	821 485	557 066	185 717	742 783	657 293
Évaluation	4	690 097	694 902		694 902	733 432
Gestion du personnel	5	161 785	177 896		177 896	132 925
Autres						
- Baux	6	389 684	338 129		338 129	437 705
- élections et génie	7		435 658		435 658	524 837
	8	2 714 371	2 916 553	185 717	3 102 270	3 128 872
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10	182 123	203 328		203 328	204 548
Sécurité civile	11		30 455		30 455	
Autres	12					
	13	182 123	233 783		233 783	204 548
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					1 170
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	473 612	699 262		699 262	536 378
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	29 938	28 599		28 599	18 718
	22	503 550	727 861		727 861	556 266

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2017
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	405 858	342 654	228 845	571 499	559 418
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28	1 045 809	993 078	101 121	1 094 199	1 077 612
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29		122 330		122 330	
Tri et conditionnement	30	179 993	185 454		185 454	168 355
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	379 157	413 080		413 080	356 906
Autres	34					
Plan de gestion	35	86 004	104 918		104 918	78 255
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 505	1 984		1 984	3 073
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	2 099 326	2 163 498	329 966	2 493 464	2 243 619
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	250 000	567 011		567 011	421 228
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	3 000	3 000		3 000	3 000
	44	253 000	570 011		570 011	424 228
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	245 424	334 575		334 575	336 105
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 306 464	1 389 464		1 389 464	1 627 727
Tourisme	49	220 453	224 100		224 100	267 132
Autres	50	293 928	309 535		309 535	
Autres	51	536 555	48 906		48 906	522 222
	52	2 602 824	2 306 580		2 306 580	2 753 186

ANALYSE DES CHARGES (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57	172 500	145 654	74 741	220 395	400 219
Expositions et foires	58					
Autres	59	31 212	39 088		39 088	31 475
	60	203 712	184 742	74 741	259 483	431 694
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	98 406	103 833		103 833	102 800
	66	98 406	103 833		103 833	102 800
	67	302 118	288 575	74 741	363 316	534 494
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	89 698	157 680		157 680	98 081
Autres frais	70	8 000	7 818		7 818	8 178
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	97 698	165 498		165 498	106 259
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75		590 424	(590 424)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : La Vallée-de-la-Gatineau

Code géographique : AR830

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rénumération des élus	12
Questionnaire	13

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	826 274	1 397 698
Autres infrastructures	11	55 129	20 338
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	69 229	
Ameublement et équipement de bureau	18	44 724	65 415
Machinerie, outillage et équipement divers	19	30 972	
Terrains	20	39 022	
Autres	21		
	22	1 065 350	1 483 451

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	881 403	1 418 036
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	183 947	65 415
	34	1 065 350	1 483 451

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 808 995		317 900	4 491 095
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 063 027	1 500 000	1 325 900	2 237 127
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 872 022	1 500 000	1 643 800	6 728 222
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	6 872 022	1 500 000	1 643 800	6 728 222
Dette en cours de refinancement	20 (				)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 872 022	1 500 000	1 643 800	6 728 222

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	6 728 222
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	663 838
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 392 060
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	7 392 060
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	7 392 060
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	7 392 060
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
83090	Aumond	281 635
83045	Blue Sea	546 756
83085	Bois-Franc	136 217
83050	Bouchette	350 664
83040	Cayamant	483 412
83070	Déléage	442 749
83005	Denholm	239 453
83075	Egan-Sud	143 405
83032	Gracefield	1 185 375
83095	Grand-Remous	368 722
83015	Kazabazua	409 290
83020	Lac-Sainte-Marie	470 827
83010	Low	446 070
83065	Maniwaki	626 166
83060	Messines	687 150
83088	Montcerf-Lytton	205 223
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	301 227
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	67 719

1

7 392 060

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 065 350	1 483 451
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 065 350	1 483 451

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
83090	Aumond	129 320
83045	Blue Sea	217 209
83085	Bois-Franc	68 547
83050	Bouchette	192 051
83040	Cayamant	204 116
83070	Déléage	237 576
83005	Denholm	103 907
83075	Egan-Sud	90 641
83032	Gracefield	664 155
83095	Grand-Remous	195 753
83015	Kazabazua	148 481
83020	Lac-Sainte-Marie	248 949
83010	Low	174 174
83065	Maniwaki	630 025
83060	Messines	300 219
83088	Montcerf-Lytton	121 926
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	141 062
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	35 858
	1	3 903 969
	Certaines municipalités	
83090	Aumond	30 164
83045	Blue Sea	40 198
83085	Bois-Franc	12 900
83050	Bouchette	23 812
83040	Cayamant	48 504
83070	Déléage	54 759
83005	Denholm	27 526
83075	Egan-Sud	14 626
83032	Gracefield	97 725
83095	Grand-Remous	42 966
83015	Kazabazua	40 491
83020	Lac-Sainte-Marie	38 211
83010	Low	40 230
83060	Messines	63 684
83088	Montcerf-Lytton	23 128
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	26 223
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	3 583
	2	628 730
	3	4 532 699

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	166 650	166 650	
Évaluation	2	508 509	508 509	554 775
Autres	3	831 106	831 104	1 147 770
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	120 681	120 681	53 235
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11	143 991	143 991	143 994
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15	628 731	628 731	647 445
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17	1 021 278	1 044 627	1 061 880
Matières recyclables	18	148 993	150 249	153 649
Autres	19	80 466	80 466	83 223
Cours d'eau	20	3 121	3 120	3 471
Protection de l'environnement	21			
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	25	89 240	89 241	84 528
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27	332 670	332 670	225 099
Autres	28	181 503	181 498	131 187
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29	226 455	226 455	28 542
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31	24 707	24 707	203 994
	32	4 508 101	4 532 699	4 522 792

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	8,00	35,00	13 012,00	603 499	143 254	746 753
Professionnels	2	9,00	35,00	16 860,00	559 641	146 086	705 727
Cols blancs	3	17,00	35,00	27 259,00	1 121 845	293 104	1 414 949
Cols bleus	4	5,00	40,00	8 457,00	202 831	56 317	259 148
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	39,00		65 588,00	2 487 816	638 761	3 126 577
Élus	9	18,00			344 971	57 794	402 765
	10	57,00			2 832 787	696 555	3 529 342

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Gouvernement du Québec</u>		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	555 262				555 262
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 186 820		175 000		2 361 820
	17	2 742 082		175 000		2 917 082

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2	5 023	
Autres	3	8 945	9 827
	4	13 968	9 827
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	6 135	6 681
	15	6 135	6 681
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	28 240	34 897
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	56 757	36 796
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	84 997	71 693
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	60 398	
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	60 398	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		18 058
	39		18 058
Réseau d'électricité			
	40		
	41	165 498	106 259

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chantal Lamarche	67 211	16 912
Gilles Bastien	7 903	3 951
Robert Bergeron	9 721	4 861
Roch Carpentier	10 626	5 315
Ronald Cross	10 130	5 065
Alain Fortin	14 381	7 191
Francine Fortin	10 721	5 361
Laurent Fortin	10 832	5 416
Neil Gagnon	9 616	4 808
Gaetan Guindon	10 474	5 237
Julie Jolivet	10 312	5 156
Gary Lachapelle	9 623	4 812
Joceylne Lyrette	8 717	4 359
Nicolas Malette	9 985	4 993
Alphée Moreau	8 894	4 447
Raymond Morin	9 349	4 674
Carole Robert	9 079	4 539
Real Rochon	10 080	5 040

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	250 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 ☐	3 ☐	4 ☒

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 ☐	6 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 ☐	9 ☒

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****Les questions 10 à 13 s'adressent aux MRC seulement**

10. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

31 32 ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

11. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?

33 34 ☒

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente :

12. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le Code municipal en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?

35 ☒36

13. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?

37 38 ☒

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☐	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☐	4 ☒	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☒	10 ☐	11 ☐
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☒	14 ☐
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☒	16 ☐	17 ☐
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claude-Ann Langevin , atteste que le rapport financier
de La Vallée-de-la-Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-21.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par La Vallée-de-la-Gatineau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Vallée-de-la-Gatineau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
La Vallée-de-la-Gatineau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-21 13:33:54

Date de transmission au Ministère : 2019/05/24